

Document

# Le Canada doit continuer à encourager le chauffage solaire

**A** une époque où le nom de Kyoto est davantage devenu une référence pour le célèbre protocole international contrant les émissions de gaz à effet de serre (GES) que pour la ville japonaise elle-même, le gouvernement fédéral claironne haut et fort qu'il a signé ledit protocole en dépit du fait que nos puissants voisins du Sud ont refusé de le faire. Le Canada a ainsi marqué des points sur la scène internationale. Pas moins de 1,7 milliard de dollars ont même été alloués pour remplir les objectifs du protocole de Kyoto. Bravo, bravo!

Mais qu'en sera-t-il sur le terrain, sur le plancher des vaches? Permettez-moi, en tant que contribuable et membre actif de l'industrie solaire canadienne, de vous faire part de mes inquiétudes en traçant un inquiétant parallèle avec un programme d'aide pour les entreprises désireuses de faire l'achat d'un système solaire pour le chauffage des locaux et de l'eau chaude domestique, mis en place il y a cinq ans.

C'est sous un soleil radieux d'août 1998 que le ministre canadien des Ressources naturelles d'alors, M. Ralph Goodale, a coupé le ruban rouge pour souligner les mérites de la première entreprise à se prévaloir du programme *PENSER* (1) de Ressources naturelles Canada. L'entreprise Tapis Coronet, de Farnham, venait en effet de procéder à l'installation d'un système de ventilation avec préchauffage solaire qui incluait un mur de plus de 13 000 pieds carré de collecteurs solaires. *PENSER* couvrait 25 % de la dépense, pour une contribution de près de 50 000 \$. Le programme a fait du chemin depuis et plusieurs entreprises de la région immédiate ont su en profiter (Équipement Everest, Beaudin Le Prohon, Fabridor, Sous-Traitance LB, Ferme Clémentale, Élevages et Grains Gelé, etc.) Pour les propriétaires d'usine et gestionnaires de bâtiment, l'octroi de 25 % fait souvent pencher la décision en faveur d'une solution avec chauffage solaire



*La Tribune, archives*

**Christian Vachon est président de l'Association canadienne des industries solaires 2000-2002 et président de Solutions énergétiques Enerconcept de Sherbrooke.**

en raison de son impact sur le retour sur investissement (le fameux *pay-back*).

Mais voilà que le Ministère nous annonce que la manne est déjà terminée. Les postulants au programme reçoivent ces temps-ci une lettre à l'effet qu'ils devront renoncer à cette contribution. C'est le cas, ici en région, de l'Université Bishop's, dont le chantier de construction de ses nouvelles résidences pour étudiants bat présentement son plein.

Le hic, c'est que sur les 24 millions \$ (montant qui, en soi, est minime) alloués au programme *Penser*

pour les six dernières années, seulement 13,8 % de cette somme a effectivement servi à financer des projets sur le terrain, soit 3,3 millions \$. La grande part du gâteau, soit plus de 60 % du budget, a soutenu des activités de soutien, de marketing et de promotion du programme lui-même, tandis que 3 millions \$ ont été dirigés en salaires, bénéfices et allocations de voyage.

Aura-t-on droit aux mêmes proportions dépensées sur les 1,7 milliard du Plan Kyoto canadien? Les Canadiens, nous en conviendrons tous, veulent que ces sommes soient dépensées sur du concret et non pour entretenir la bureaucratie ou les relations publiques du gouvernement. Bien sûr, avec du recul, il est très facile de critiquer les actions gouvernementales et là n'est pas le but de cette lettre. Il s'agit plutôt ici d'un encouragement.

Maintenant que le programme *PENSER* est connu des gestionnaires et décideurs, des architectes, des ingénieurs et des experts et que les onéreuses activités de promotion de départ sont derrière nous, une plus grande fraction des fonds devrait dorénavant être versée dans les projets concrets. C'est le temps de rassurer toutes les parties, de capitaliser sur les efforts déjà investis et de remettre le programme en marche dès que possible.

Les Canadiens sont sûrement prêts à perdre leur position de tête parmi les plus grands pays producteurs de gaz à effet de serre per capita au monde. L'apport des énergies renouvelables pour mener à bien cette tâche, particulièrement du chauffage solaire, n'est plus à démontrer.

**Christian Vachon, ing., M.Sc.  
Président  
Association canadienne des  
industries solaires 2000-2002  
Président  
Solutions énergétiques Enerconcept  
Sherbrooke**

(1) *PENSER*: Programme d'encouragement aux systèmes d'énergies renouvelables.